

## Le Québec et la Nouvelle-Écosse pendant la Révolution Américaine

Par Sébastien Carrière (1998)

Pendant les années 1770, une révolution se prépare puis se déroule dans treize des colonies britanniques d'Amérique du Nord qui deviendront par la suite les États-Unis d'Amérique. A cette époque, la Grande-Bretagne domine le continent, suite à la victoire contre la France qui culmina en 1760 avec la chute de Québec. Si la Révolution américaine n'atteindra jamais les colonies de Terre-Neuve et ce qui allait devenir l'Île-du-Prince-Édouard (trop isolés géographiquement et trop tournés vers l'Angleterre), la Nouvelle-Écosse et la «Province of Québec», ne serait-ce que par leur proximité géographique, seront, elles, tentées par la révolution.

Ce texte vise à découvrir pourquoi et comment le Québec et la Nouvelle-Écosse refuseront de joindre le mouvement. Comment les révolutionnaires tentèrent-ils de convaincre ces populations de se joindre à eux ? Quelles furent les réactions des élites et des populations des deux provinces britanniques ? En quoi les raisons de ne pas suivre le mouvement diffèrent-elles d'une province à l'autre ? Voilà quelques-unes des questions auxquelles nous tenterons de répondre.

Pour ce faire, nous débiterons avec un bref rappel de la situation dans les deux provinces à l'époque de la révolution. Ensuite, nous discuterons des deux cas successivement, soit de la Nouvelle-Écosse d'abord, puis du Québec. L'ouvrage principal qui sera utilisé pour ce court texte sera «*Revolution rejected 1775-1776*», de George A Rawlyk<sup>1</sup>. Ce dernier présente, pour chaque province, des points de vue d'auteurs et d'acteurs politiques de cette époque, du 19<sup>e</sup> siècle, ainsi que du 20<sup>e</sup> siècle. C'est ainsi que nous pourrions également découvrir comment ce refus des deux provinces fut expliqué et perçu à des époques différentes.

### Québec et Nouvelle-Écosse : Deux colonies, deux mondes

Il importe de rappeler, avant toute chose, les dimensions des provinces britanniques de Québec et de Nouvelle-Écosse. Au territoire actuel de la Nouvelle-Écosse, il faut ajouter ce qui est maintenant le Nouveau-Brunswick. Pour ce qui est du Québec, on doit lui amputer l'Abitibi et le Témiscamingue, ainsi que les territoires du grand nord (aujourd'hui Nouveau-Québec). Le Québec de cette époque incluait toutefois le Labrador et la région des Grands Lacs (la moitié sud de l'Ontario, l'Ohio, l'Indiana, l'Illinois, le Wisconsin et la moitié nord du Minnesota). Ceci dit, dans le cas du Québec, il faut préciser que cet immense territoire ne lui a été accordé qu'en 1774, par l'Acte de Québec. En effet, de la Proclamation Royale de 1763 à 1774, la «Province of Québec» ne comprenait que la seule vallée du Saint-Laurent. L'Acte de Québec est d'ailleurs dénoncé dans la Déclaration d'Indépendance des États-Unis d'Amérique et est considéré comme une des causes de la révolution américaine (l'expansion territoriale des Américains étant bloquée par le Québec et les territoires amérindiens).

<sup>1</sup> RAWLYK, George A., *Revolution Rejected 1775-1776*, Scarborough, Prentice- Hall of Canada, 1968.

Par ailleurs, les populations des deux colonies britanniques sont à l'époque très différentes. On retrouve à cette époque environ 80000 habitants au Québec, dont plus de 70000 francophones<sup>2</sup>. Ces derniers sont des anciens sujets du Roi de France qui, après la conquête britannique de 1760, ont décidé de demeurer en sol nord-américain. Il faut cependant noter que l'écrasante majorité de ce qui constituait l'élite économique et politique de la Nouvelle-France a quitté. Ceux qui demeurent sont principalement des paysans, peu intéressés par autre chose que leurs terres. Il est à noter que les Canadiens (c'est le nom qu'on donne aux habitants du Québec à cette époque) n'ont aucune expérience avec la démocratie et très peu avec les grandes idées libérales qui se développent en Grande-Bretagne et aux États-Unis. Ils vivent encore dans l'Ancien Régime, avec le système seigneurial pour la répartition des terres et une très forte présence du clergé dans tous les aspects de leurs vies. L'Acte de Québec remet également en place les lois civiles françaises, autre facteur qui, additionné à la langue, la culture et la religion, illustre bien le caractère distinct des Canadiens, en relation avec les autres populations du continent à cette époque.

La Nouvelle-Écosse compte pour sa part seulement environ 20 000 habitants<sup>3</sup>, dont la majorité (75%) sont des anciens habitants de la Nouvelle-Angleterre (ils se décrivent comme les «New Englanders of Nova Scotia») qui s'étaient déplacés vers le nord après l'expulsion des Acadiens par le gouvernement de Londres. La population et les élites de cette colonies ont donc énormément de points communs avec leurs voisins du sud. Protestants, anglophone, interpellés par les mêmes courants idéologiques que ces derniers, on peut penser, à première vue, que les habitants de la Nouvelle-Écosse se seraient joint rapidement à la révolution. Ce n'allait pas être le cas, et nous tenterons maintenant de découvrir pourquoi.

### **La Nouvelle-Écosse et la révolution**

Le Congrès Continental ne fit pas de démarches officielles pour tenter de rallier la Nouvelle-Écosse à la cause révolutionnaire (comme ce fut le cas pour le Québec). Les leaders révolutionnaires devaient s'attendre à ce que la Nouvelle-Écosse se joigne tout naturellement au mouvement, ce qui constitua définitivement une erreur de jugement. Car en 1775-1176, il existait, selon George A. Rawlyk, trois courants d'opinion en Nouvelle-Écosse au sujet de la Révolution américaine.

Un premier, minoritaire (principalement dans l'ouest de la colonie), supportait ardemment les rebelles. On retrouve, dans une lettre de l'un d'eux adressée à George Washington<sup>4</sup>, les mêmes reproches envers la métropole et particulièrement George III et ses politiques (taxes abusives, absolutisme, Acte de Québec, etc...). On retrouve également les mêmes grands principes de liberté et d'égalité que chez les « treize colonies ». Ce groupe demeure cependant discret, de peur de représailles britanniques.

Un second groupe de colons souhaite le maintien des liens avec Londres. Il est composé de riches marchands et des dirigeants coloniaux (basés à Halifax), qui constituent le

<sup>2</sup> WADE, Mason, *Les Canadiens Français*, Tomes I et II, Traduit de l'anglais par Adrien Venne, Ottawa, Le Cercle du Livre de France, 1966, p. 64.

<sup>3</sup> RAWLYK, George A., *Op. Cit.*, p. 18.

<sup>4</sup> *Ibid.*, pp. 19-25.

groupe qui profite le plus de l'état actuel de la colonie. La plupart d'entre eux sont nés en Grande-Bretagne et sont arrivés en Amérique depuis très peu de temps (la plupart pour un court séjour).

Un troisième groupe de colons, majoritaire et occupant tout le reste de la province, adoptent une position de neutralité dans le conflit entre Américains et Britanniques. Ils s'expliquent par le fait que la plupart d'entre eux ont encore de la parenté en Grande-Bretagne et dans les autres colonies et que les disputes entre Londres et leurs voisins ne les ont pas encore atteints<sup>5</sup>. Ils ne se plaignent donc pas des mêmes injustices qui sont dénoncées par les Américains. Alors, divisés entre deux loyautés (la mère patrie et la terre d'accueil), l'écrasante majorité des « New Englanders of Nova Scotia » choisira la neutralité. Cette position s'explique sans doute également par le fait que les marchands (et, par influence, tous les habitants) de la province savaient que leurs intérêts économiques se voyaient plus en sécurité au sein d'une position neutraliste. De plus, si l'empire perdait les colonies du sud, Halifax devenait le port britannique le plus important d'Amérique du Nord, avec tous les avantages économique que cela entraîne.

Ceci dit, plusieurs historiens se disputent sur les véritables raisons de ce refus. Au 19e siècle, Beamish Murdoch affirmait que les habitants de l'époque sont demeurés fidèles puisqu'ils étaient encore emplis de gratitude à l'égard de Londres pour la déportation des Acadiens.

Mais la première étude rigoureuse sur le sujet date de 1904, par l'historien Emily P. Weaver, qui lui explique le refus de joindre la révolution par un manque de mécontentement et de leadership dans la province<sup>6</sup>. Son analyse sera reprise et améliorée au cours du siècle par d'autres historiens, pour en arriver à la conclusion que la Nouvelle-Écosse refusa la révolution à la fois par loyauté envers Londres, par une volonté de ne pas nuire au commerce et par le manque de raisons valables pour justifier une telle action (raisonnement très britannique...). On se doit également de rappeler que la Nouvelle-Écosse fut, moins de cent ans plus tard, très récalcitrante à l'idée de la confédération de 1867. Les arguments invoqués à cet époque par les Joseph Howe et autres opposants à l'Acte de l'Amérique du Nord Britannique ne sont pas sans rappeler ceux des anti-révolutionnaires de 1775-1776.

### **La « Province of Québec » et la révolution**

Contrairement à la Nouvelle-Écosse, les Américains se devaient de tenter de convaincre les Canadiens de se joindre à eux, si non de les forcer à la faire. En effet, l'énorme territoire du Québec à cet époque leur apparaissait vital, et Montréal était le lieu idéal pour le départ d'une expédition britannique vers Boston et New York. Alors, on devait faire vite. C'est ainsi que, dès 1775, une offensive sur Montréal fut lancée et une invitation formelle de se joindre à la révolution fut proclamée aux habitants de la province par George Washington. L'appel ne fut pas entendu.

---

<sup>5</sup> Ibid., pp. 27-28.

<sup>6</sup> Ibid., pp. 39-30.

A première vue, on pourrait croire que ce refus s'explique par le fait que les Canadiens n'avaient rien en commun avec les révolutionnaires, tel que mentionné précédemment. Pour John et Samuel Adams, deux des plus importants leaders révolutionnaires, le problème fut que la déclaration d'indépendance n'arriva que le 4 juillet 1776. Si ce document serait venu plus tôt, tous deux croient que les Canadiens auraient suivis le mouvement, ayant un élément concret auquel se référer<sup>7</sup>. Pour le gouverneur britannique de l'époque, Guy Carleton, c'est l'Acte de Québec qui «sauva» la province (les grandes concessions accordées par Londres aux Canadiens visaient d'ailleurs clairement ce but). Le clergé joua également un rôle déterminant, encourageant les habitants à demeurer fidèles à Londres. La littérature scientifique sur le sujet abonde dans le sens de la thèse de l'Acte de Québec comme facteur principal de non-participation à la révolution.

Donc, si les colons en Nouvelle-Écosse évoquaient plutôt la stabilité économique pour refuser de joindre la révolution, il apparaît que les Canadiens auraient plutôt suivis les conseils du clergé et n'étaient, a priori, pas très intéressés par les enjeux de l'époque. Leurs élites (autres que religieuses) ayant, pour la plupart, quitté l'Amérique après la conquête de 1760, le débat n'eut pratiquement même pas lieu...

\*\*\*\*\*

## Bibliographie

COFFIN, Victor, *The province of Quebec and the early American revolution*, Madison, University of Wisconsin, 1896.

MAHANT, Edelgard E. et MOUNT, Graeme S., *An introduction to Canadian-American Relations*, 2nd ed., Toronto, Nelson Canada, 1989.

RAWLYK, George A., *Revolution Rejected 1775-1776*, Scarborough, Prentice-Hall of Canada, 1968.

WADE, Mason, *Les Canadiens Français, Tomes I et II*, Traduit de l'anglais par Adrien Venne, Ottawa, Le Cercle du Livre de France, 1966.

©1998 Sébastien Carrière, Sebcom Politique, Sebcom International. Tous droits réservés.  
Reproduction interdite.

---

<sup>7</sup> Ibid., p. 58.